

Pénurie de timbres Ruée vers la mairie d'Owendo

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

Le manque de timbres constaté dans les mairies de Libreville et d'Akanda depuis près de deux semaines, contraint les usagers à converger en masse vers la mairie d'Owendo et ses arrondissements, devenus actuellement les principaux points d'approvisionnement de ce produit rare.

GUICHET de vente des timbres de l'Hôtel de ville de Libreville vide, salle d'accueil des usagers complètement déserte. Un calme plat règne ces derniers temps dans les bureaux abritant les services de l'état civil de la mairie centrale.

"Il n'y a pas de timbre". La phrase est désormais lan-



Le guichet de vente de timbres de l'Hôtel de Ville de Libreville, complètement vide.

cée de façon machinale aux rares usagers qui osent encore s'aventurer dans le service pour se procurer cette vignette ou tout simplement pour vérifier si la situation est revenue à la normale. Cette pénurie, gênante pour les usagers, est vécue également du côté de la mairie d'Akanda, où plus personne ne s'y rend

pour espérer se procurer ce qui devient presque un trésor. Une difficulté qui coûte à beaucoup, surtout en cette période de rentrée scolaire où la demande est forte en matière d'authentification des documents administratifs, en raison des besoins d'inscriptions scolaires et bien d'autres. Bien heureusement, le



À la mairie d'Owendo, les timbres sont disponibles

phénomène ne s'est pas généralisé sur les trois communes de la capitale. La mairie centrale d'Owendo et ses arrondissements disposent encore d'un stock important de leurs timbres. Ils sont donc devenus les principaux lieux d'approvisionnement.

Du coup, on observe une

sorte de ruée des habitants des trois communes vers l'Hôtel de ville d'Owendo. Comme quoi, le malheur des uns fait le bonheur des autres.

"Nous avons des timbres et à suffisance. Étant un service public, nous sommes disposés à répondre aux populations, même celles des communes voisines. Depuis

la rupture de ce produit (à Libreville et à Akanda, ndlr), nous connaissons un taux de fréquentation très élevé, pratiquement le double, voire le triple au-delà la moyenne habituelle", a indiqué le chef de service État civil de la mairie d'Owendo, Rene Marie Kamara.

La recette-miracle de la mairie d'Owendo pour maintenir son stock de timbres serait, selon le premier adjoint au maire d'Owendo, Thierry Éric Ranaud, l'anticipation. "Nous estimons la consommation des timbres par le contribuable par année et nous faisons une commande pour une quantité un peu plus au-dessus de cette moyenne, de manière à tenir toute l'année, et nous prévoyons un stock prévisionnel sur deux ou trois mois en plus pour l'année qui va commencer".

À l'Hôtel de Ville de Libreville

Le retour des timbres dès cette fin de semaine

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LES usagers des communes de Libreville et d'Akanda sont confrontés à la problématique de rupture des timbres. À l'Hôtel de ville de Libreville, principale pourvoyeuse des mairies d'arrondissements, la situation est davantage inquiétante. Un phénomène de nature à entraver la poursuite de

certaines démarches administratives, telles que le recensement des agents de la Fonction Publique, qui est d'ailleurs l'une des raisons qui justifierait la hausse de la demande du côté de la municipalité.

Interrogés, les officiers d'état civil des deux communes concernées évoquent un éventail de raisons pour expliquer cette pénurie qui dure depuis deux semaines. D'après le troisième adjoint au maire, chargé



Selon le chargé de l'État civil, les timbres municipaux devraient être de retour cette fin de semaine.

de l'Etat civil, Adrien Nguéma Mba, cette rareté est justifiée par le retard de paiement de l'actuelle équipe municipale. À cette raison s'ajoute le changement d'équipe municipale dans les deux communes d'Akanda et de Libreville et l'opération de recensement des agents, qui a fait grimper la demande d'authentification d'actes.

"Avec notre fournisseur, nous avons toujours eu un stock de sécurité que nous utilisons en cas de forte demande. Il faut noter que cette année, nous avons eu le paiement tardif dû aux difficultés

financières. On a eu un décalage dans le paiement. Au moment où l'on devait régler la facture pour recevoir la dernière tranche, nous avons été confrontés à d'énormes difficultés financières. De plus, les élections municipales et la mise en place du nouveau bureau ont une place importante dans ce retard", a expliqué M. Nguéma Mba. Avant de rassurer quant à un retour à la normale prévu pour cette fin de semaine. De même que du côté de la commune voisine d'Akanda.

Vie des syndicats/Assemblée générale du Syndicat des travailleurs des aéroports du Gabon

Le Stag appelle GSEZ Airport au respect des engagements

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LE Syndicat des travailleurs des aéroports du Gabon (Stag) a tenu une assemblée générale vendredi dernier à Libreville. À l'ordre du jour: le bilan social de GSEZ Airport depuis la reprise de l'aéroport Léon-Mba, les revendications des travailleurs de l'aéroport, les propositions au gouvernement.

Sur le premier point, le bilan social, au moment des transferts des contrats de travail de l'Aéroport de Libreville (ADL) à GSEZ Airport, la direction générale de GSEZ s'était engagée à conserver les acquis du personnel. Un an après, le syndicat dresse un constat accablant: l'assurance-maladie n'a pas été



Les membres du syndicat des travailleurs des aéroports du Gabon lors de l'AG.

reconduite, telle qu'elle existait avec ADL; les prêts internes et plusieurs avantages ont été supprimés; les dispositions du Code du travail qui encadrent l'embauche de la main-d'œuvre étrangère ne sont pas respectées.

"GSEZ embauche la main-d'œuvre étrangère pendant qu'en local, nous avons ces

compétences. 90 % des postes de direction sont entre les mains des non-nationaux. Cette situation est inquiétante. Nous demandons que certains postes à responsabilités soient gabonisés", explique Wilfrid Mbou, secrétaire général du Stag.

Au niveau des revendications toujours, le per-

sonnel de GSEZ Airport demande que son accord d'entreprise signé avec ADL soit reconduit intégralement. Celui-ci garantissait la conservation du 13e mois, le rétablissement de la prime de résultat, la mise en place d'un système de récompenses individuelles, la révision annuelle de la grille des salaires, etc. Le personnel de GSEZ demande aussi que l'organigramme de l'entreprise soit publié, afin que les responsabilités de chacun soient connues.

Enfin, le Stag propose au gouvernement de mettre en place un comité de suivi des concessions aéroportuaires, comme c'est le cas pour la concession du Transgabonais.

Le Stag est une organisation syndicale qui regroupe les professionnels du secteur aéroportuaire du Gabon.

